

LE CONSEIL D'ÉTAT

DE LA RÉPUBLIQUE ET
CANTON DE NEUCHÂTEL

Département fédéral de
justice et police
Palais fédéral
3003 Berne

Envoi par courrier électronique (Word et PDF)
cornelia.perler@bj.admin.ch

Révision de l'article 69 de l'ordonnance sur les maisons de jeu

Madame la conseillère fédérale,

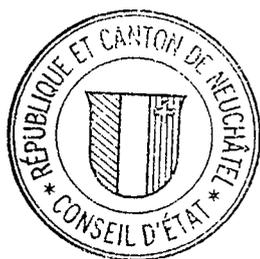
Votre courrier du 25 mai 2016 nous est bien parvenu et a retenu toute notre attention.

Sans vouloir minimiser les difficultés que peuvent rencontrer les casinos en fonction de leur situation géographique, nous ne pouvons soutenir la modification proposée. Le projet assouplit de manière significative l'obligation d'offrir des jeux de table pour les casinos dont la région d'implantation dépend d'une activité touristique saisonnière. Cette façon de procéder pose un problème d'égalité de traitement ; en effet, durant la haute saison, ces casinos auront la possibilité de faire des bénéfices au moyen des jeux de table alors que les autres casinos ne peuvent pas profiter de la haute saison et doivent assurer l'exploitation des jeux de table durant toute l'année. Si l'on veut assouplir les conditions d'exploitation des jeux de table afin d'améliorer la rentabilité des casinos, il y a lieu d'examiner la situation de manière globale, en prenant en considération tous les casinos de Suisse.

La législation sur les jeux est en cours de révision. Nous estimons que le moment choisi pour modifier les conditions d'exploitation des maisons de jeu n'est pas opportun et qu'il est préférable de traiter cette question dans le cadre des travaux législatifs en cours.

En vous remerciant d'avoir sollicité notre avis, nous vous souhaitons bonne réception de ces lignes et vous prions de croire, Madame la conseillère fédérale, à l'expression de notre haute considération.

Neuchâtel, le 7 septembre 2016



Au nom du Conseil d'État :

Le président,
J.-N. KARAKASH

La chancelière,
S. DESPLAND



Philippe Leuba
Conseiller d'Etat

Rue Caroline 11
1014 Lausanne

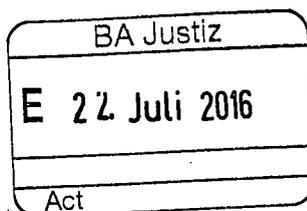
Chef du Département de l'économie et du sport

Eidg. Justiz- und
Polizeidepartement

21. Juli 2016

No. _____

Département fédéral de justice et police
Madame la Conseillère fédérale
Simonetta Sommaruga
Palais fédéral ouest
3003 Berne



Lausanne, le 20 juillet 2016

Réf. : 579'040

Révision de l'art. 69 de l'ordonnance sur les maisons de jeu – position du canton de Vaud dans la procédure de consultation

Madame la Conseillère fédérale,

Je me réfère à la procédure de consultation mentionnée sous rubrique et vous transmets ci-après, dans le délai imparti, la position du canton de Vaud.

D'emblée, le canton de Vaud observe que la modification objet de la présente consultation est avant tout de nature technique, et ne concerne que les maisons de jeu bénéficiant d'une concession B. A ce premier égard, l'objet de la consultation n'impacte pas directement le canton de Vaud, qui ne connaît pas de casino B, mais uniquement un casino A à Montreux.

Sur le fond, le dispositif proposé, consistant à proposer que les casinos B implantés dans des régions touristiques puissent fermer leurs jeux de table pendant 270 jours au maximum contre 60 actuellement, semble pouvoir contribuer à résoudre en partie les difficultés financières auxquelles ces casinos sont confrontés.

En tout état de cause, cette nouvelle mesure ne paraît pas susceptible d'affaiblir la position concurrentielle des casinos A vis-à-vis des casinos B, de sorte que le canton de Vaud n'a aucune objection à formuler à l'encontre de la modification proposée de l'article 69 de l'ordonnance sur les maisons de jeu, ni n'a d'observation particulière à formuler à son sujet.

Si des éléments complémentaires à cette succincte détermination du canton de Vaud devaient s'avérer nécessaires, je vous prie de vous adresser à la personne suivante, qui se tient à votre entière disposition :

Albert von Braun
Chef de la Police cantonale du commerce
Rue Caroline 11 -1014 Lausanne
albert.von-braun@vd.ch

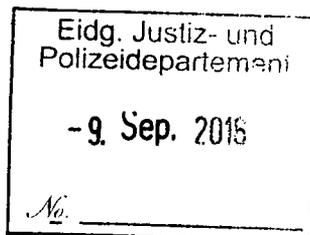
Je vous prie de croire, Madame la Conseillère fédérale, à l'assurance de mes sentiments respectueux.

Philippe Leuba

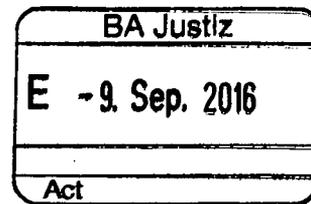
Conseiller d'Etat

Hôtel du Gouvernement – 2, rue de l'Hôpital, 2800 Delémont

Département fédéral de
justice et police - DFJP
Madame la Conseillère fédérale
Simonetta Sommaruga
Palais fédéral Ouest
3003 Berne



Hôtel du Gouvernement
2, rue de l'Hôpital
CH-2800 Delémont
t +41 32 420 51 11
f +41 32 420 72 01
chancellerie@jura.ch



Delémont, le 30 août 2016

Révision de l'art. 69 de l'ordonnance sur les maisons de jeu - consultation

Madame la Conseillère fédérale,

En réponse à votre courrier du 25 mai dernier par lequel vous avez ouvert la consultation relative à l'objet cité sous rubrique, le Gouvernement jurassien vous informe qu'il est favorable à l'introduction d'une possibilité, pour les casinos, de fermer leurs jeux de table durant 270 jours par an au maximum, comme cela est proposé.

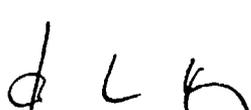
Cette mesure, permettant aux casinos de montagne de gérer au mieux les fluctuations saisonnières de leurs activités, est tout à fait opportune.

Nous vous remercions de nous avoir consultés et vous prions de croire, Madame la Conseillère fédérale, à l'expression de notre haute considération.

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA
RÉPUBLIQUE ET CANTON DU JURA


Charles Juillard
Président



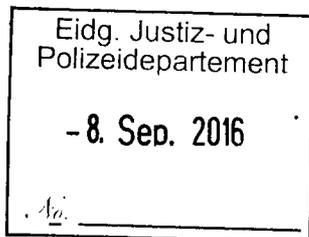

Jean-Christophe Kübler
Chancelier d'État



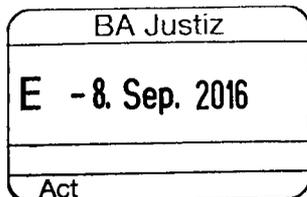
Genève, le 7 septembre 2016

Le Conseil d'Etat

4544-2016



Madame Simonetta Sommaruga
Conseillère fédérale
Département fédéral de justice et police
(DFJP)
Palais fédéral Ouest
3003 Berne



Concerne : révision de l'art. 69 de l'ordonnance sur les maisons de jeu - procédure de consultation

Madame la Conseillère fédérale,

Nous avons bien reçu votre courrier du 25 mai 2016 concernant la révision de l'art. 69 de l'ordonnance sur les maisons de jeu (OLMJ), dont le contenu a retenu toute notre attention.

Pour répondre à votre demande, nous vous informons que notre Conseil soutient le projet de modification considéré, dont la teneur n'appelle pas d'observations particulières de notre part.

Par ailleurs, nous vous indiquons que Monsieur Nicolas Bongard (022/388 31 60 – nicolas.bongard@etat.ge.ch), délégué à la promotion économique au service de la promotion économique du département de la sécurité et de l'économie, représente la personne à qui vous pouvez vous adresser en cas de question.

Nous vous remercions de votre consultation et vous prions de croire, Madame la Conseillère fédérale, à l'assurance de notre considération distinguée.

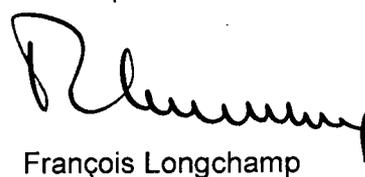
AU NOM DU CONSEIL D'ÉTAT

La chancelière :



Anja Wyden Guelpa

Le président :

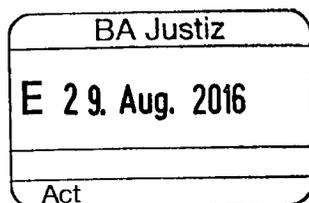


François Longchamp

numero			Bellinzona
3398	fr	1	23 agosto 2016
Repubblica e Cantone Ticino Consiglio di Stato Piazza Governo Casella postale 2170 6501 Bellinzona telefono +41 91 814 43 20 fax +41 91 814 44 35 e-mail can-sc@ti.ch			Repubblica e Cantone Ticino

Il Consiglio di Stato

Signora
Cornelia Perler
Dipartimento federale di giustizia e polizia
DFGP
Palazzo federale ovest
3003 Berna



Procedura di consultazione relativa alla revisione dell'art. 69 dell'ordinanza sulle case da gioco

Gentile signora Perler,

abbiamo ricevuto la vostra lettera del 25 maggio 2016, unitamente alla documentazione inerente alla revisione dell'art. 69 dell'ordinanza sulle case da gioco e, ringraziando per l'opportunità che ci viene offerta di esprimere il nostro giudizio, vi comunichiamo che la stessa trova il sostegno del qui scrivente Consiglio di Stato.

Lo scrivente è convinto della necessità della prevista modifica onde permettere alle case da gioco, che dipendono economicamente da un turismo stagionale e che non raggiungono una redditività adeguata, di chiudere i loro giochi da tavolo durante un massimo di 270 giorni all'anno contro i 60 previsti dall'attuale ordinanza.

Per quel che riguarda il nostro Cantone, i due casinò che dispongono di una concessione B non necessitano della deroga prevista con la nuova norma (nuovo art. 69 cpv. 1bis) dal momento che gli stessi chiudono i loro giochi da tavolo durante pochi giorni all'anno.

Ciò non toglie che nulla osta da parte dello scrivente alla prevista modifica, ritenuto che tale misura intende aiutare i casinò di Davos e St. Moritz, in evidenti difficoltà finanziarie.

Con l'auspicio che le presenti osservazioni possano essere prese in considerazione, benché appunto il nostro Cantone sia toccato solo in maniera marginale dalla proposta revisione, proponiamo l'accoglimento della prevista modifica.

Voglia gradire, gentile signora, l'espressione della nostra stima.

PER IL CONSIGLIO DI STATO

Il Presidente:



P. Beltraminelli

Il Cancelliere:

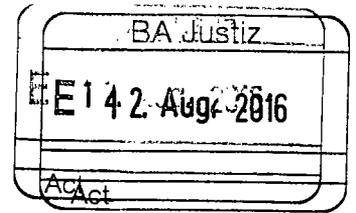
G. Gianella

Copia per conoscenza a:

- Dipartimento delle istituzioni (di-dir@ti.ch);
- Segreteria generale del Dipartimento delle istituzioni (di-sg@ti.ch);
- Comando della Polizia cantonale (polizia-segr@polca.ti.ch);
- Sezione Polizia amministrativa (servizio.giuridico.polca.ti.ch);
- Deputazione ticinese alle Camere federali (francesco.quattrini@ti.ch; renata.gottardi@ti.ch, sara.guerra@ti.ch);
- Pubblicazione in Internet.

REGIERUNGSRAT

Regierungsgebäude, 5001 Aarau
Telefon 062 835 12 40, Fax 062 835 12 50
regierungsrat@ag.ch
www.ag.ch/regierungsrat



A-Post Plus
Bundesamt für Justiz
Bundesrain 20
3003 Bern

10. August 2016

Änderung von Art. 69 der Spielbankenverordnung; Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren

Mit Schreiben vom 25. Mai 2016 wurden wir zur Vernehmlassung zur Änderung von Art. 69 der Spielbankenverordnung eingeladen. Wir danken Ihnen für diese Möglichkeit und nehmen zum Entwurf wie folgt Stellung:

Der Kanton Aargau ist mit der Änderung einverstanden.

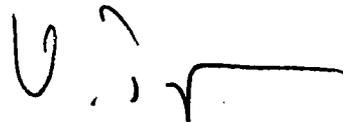
Wir danken Ihnen für die Berücksichtigung unserer Vernehmlassung.

Freundliche Grüsse

Im Namen des Regierungsrats



Susanne Hochuli
Landammann



Vincenza Trivigno
Staatsschreiberin

Kopie

- cornelia.perler@bj.admin.ch



Departement Inneres und Sicherheit, 9100 Herisau

An das
Bundesamt für Justiz
cornelia.perler@bj.admin.ch
3003 Bern

Paul Signer

Direktor

Tel. 071 343 63 63

Fax 071 353 64 20

Paul.Signer@ar.ch

Herisau, 6. Juni 2016

Eidg. Vernehmlassung; Änderung von Art. 69 der Spielbankenverordnung; Stellungnahme

Sehr geehrte Damen und Herren

Wir beziehen uns auf Ihr Schreiben vom 25. Mai 2016 in eingangs erwähnter Angelegenheit, welches zuständigkeithalber dem Departement Inneres und Sicherheit zur Beantwortung zugewiesen worden ist.

Wir danken Ihnen für die Einladung zur Stellungnahme und können Ihnen mitteilen, dass der Kanton Appenzell Ausserrhoden der Änderung von Art. 69 der Spielbankenverordnung zustimmen kann.

Freundliche Grüsse



Paul Signer
Regierungsrat



Landammann und Standeskommission

Sekretariat Ratskanzlei
Marktgasse 2
9050 Appenzell
Telefon +41 71 788 93 24
Telefax +41 71 788 93 39
michaela.inauen@rk.ai.ch
www.ai.ch

Ratskanzlei, Marktgasse 2, 9050 Appenzell

Bundesamt für Justiz
Bundesrain 20
3003 Bern

Appenzell, 18. August 2016

Änderung von Art. 69 der Spielbankenverordnung Stellungnahme Kanton Appenzell I.Rh.

Sehr geehrte Damen und Herren

Wir beziehen uns auf Ihr Schreiben vom 25. Mai 2016, mit welchem Sie um Stellungnahme zur Änderung von Art. 69 der Spielbankenverordnung ersuchen.

Der Kanton Appenzell I.Rh. hat gegen die vorgesehene Änderung nichts einzuwenden.

Wir danken Ihnen für die Möglichkeit zur Stellungnahme und grüssen Sie freundlich.

Im Auftrage von Landammann und Standeskommission

Der Ratschreiber:

Markus Dörig

Zur Kenntnis an:

- cornelia.perler@bj.admin.ch
- Justiz-, Polizei- und Militärdepartement Appenzell I.Rh., Marktgasse 10d, 9050 Appenzell
- Ständerat Ivo Bischofberger, Ackerweg 4, 9413 Oberegg
- Nationalrat Daniel Fässler, Weissbadstrasse 3a, 9050 Appenzell

Regierungsrat, Rathausstrasse 2, 4410 Liestal

Eidgenössisches
Justiz- und Polizeidepartement
Bern

Per E-Mail an:
cornelia.perler@bj.admin.ch

Liestal, 13. September 2016

Vernehmlassung zum Entwurf einer Änderung von Artikel 69 der Spielbankenverordnung

Sehr geehrte Frau Bundesrätin

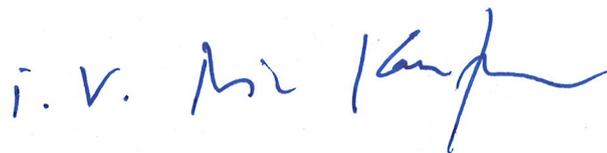
Wir danken Ihnen für die Einladung zur Stellungnahme. Mit dem Revisionsvorschlag möchte der Bundesrat den erschwerten Umständen von Berggebieten und ihrem ausgeprägten saisonalen Tourismus Rechnung tragen. Zwei betroffenen Spielbanken in Berggebieten soll während einer Übergangszeit ermöglicht werden, die Verluste zu verringern, indem der Tischspielbereich neu für die gesamte Nebensaison geschlossen werden darf (= maximal 270 Tage im Jahr). Heute darf die Schliessung 60 Tage nicht übersteigen, was den beiden Bergcasinos Rentabilitätsprobleme beschert.

Diesem befristeten Vorschlag zur Unterstützung der wirtschaftlichen Lage der erwähnten Spielbanken stellen wir uns nicht entgegen. Aus der Perspektive der betroffenen Casinos sowie deren Standortkantone ist er durchaus nachvollziehbar. Allerdings ist zu hoffen, dass die Thematik bei der Beratung des neuen Geldspielgesetzes fundiert analysiert wird und daraus eine längerfristige Lösungsmöglichkeit resultiert.

Freundliche Grüsse



Thomas Weber, Regierungspräsident



Peter Vetter, Landschreiber



Regierungsrat des Kantons Basel-Stadt

Rathaus, Marktplatz 9
CH-4001 Basel

Tel: +41 61 267 85 62
Fax: +41 61 267 85 72
E-Mail: staatskanzlei@bs.ch
www.regierungsrat.bs.ch

An das
Eidgenössische Justiz- und
Polizeidepartement (EJPD)
per Mail an:
cornelia.perler@bj.admin.ch

Basel, 7. September 2016

Präsidialnummer: P160901

Regierungsratsbeschluss vom 6. September 2016 Vernehmlassung zur Änderung von Art. 69 der Spielbankenverordnung: Stellungnahme des Kantons Basel-Stadt

Sehr geehrte Frau Perler

Mit Schreiben vom 25. Mai 2016 haben Sie uns die Vernehmlassungsunterlagen zur Änderung von Art. 69 Abs. 1^{bis} der Spielbankenverordnung (VSBG) zukommen lassen. Wir bedanken uns dafür und nehmen gerne die Gelegenheit wahr, Ihnen unsere Stellungnahme zukommen zu lassen.

Spielbanken mit einer B-Konzession, die aufgrund saisonaler Tourismusschwankungen vermehrt mit Rentabilitätsproblemen zu kämpfen haben, sollen gegenüber der heutigen Regelung weitergehend entlastet werden, indem der zeitliche Rahmen, in dem sie den Betrieb ihrer Tischspiele einstellen dürfen, von heute 60 Tage auf 270 Tage erweitert werden soll. Basel-Stadt als Standortkanton eines Grand Casinos (A-Konzession) ist von der geplanten Änderung nicht unmittelbar betroffen. Der Regierungsrat des Kantons Basel-Stadt befürwortet jedoch diese Massnahme zugunsten der in ihrer Existenz bedrohten Casinos, wäre doch deren Schliessung der Attraktivität der betroffenen Bergregionen als Feriendestination abträglich. Zudem gilt es, die Marktposition der Schweizer Spielbankenbetriebe, deren Bruttospielerträge hauptsächlich aufgrund der grenznahen Konkurrenzanbieter seit Jahren stark rückläufig sind, nicht weiter zu schwächen.

Mit freundlichen Grüssen
Im Namen des Regierungsrates des Kantons Basel-Stadt


Dr. Guy Morin
Präsident


Barbara Schüpbach-Guggenbühl
Staatsschreiberin

Postgasse 68
Postfach
3000 Bern 8
www.rr.be.ch
info.regierungsrat@sta.be.ch

Eidgenössisches Justiz-
und Polizeidepartement
Bundeshaus West
3003 Bern

Per Mail: cornelia.perler@bj.admin.ch

24. August 2016

RRB-Nr.: 919/2016
Direktion Polizei- und Militärdirektion
Unser Zeichen 2016.POM.302 / MY3P
Ihr Zeichen
Klassifizierung Nicht klassifiziert



**Vernehmlassung des Bundes: Verordnung über Glücksspiele und Spielbanken (Spielbankenverordnung; VSBG) (Änderung von Art. 69).
Stellungnahme des Kantons Bern**

Sehr geehrte Frau Bundesrätin
Sehr geehrte Damen und Herren

Wir danken Ihnen für die Möglichkeit zur Stellungnahme.

Der Regierungsrat des Kantons Bern hat vom Antrag des Bundesrates zur Änderung von Artikel 69 der Spielbankenverordnung Kenntnis genommen. Durch die vorgeschlagene Massnahme soll es ermöglicht werden, die Verluste zweier betroffener Spielbanken während einer Übergangszeit zu reduzieren. Statt während knapp einem Fünftel des Jahres sollen Tischspiele neu während maximal rund drei Vierteln eines Jahres ausgesetzt werden können.

Aus der Perspektive der betroffenen Casinos sowie deren Standortkantone ist der Vorschlag nachvollziehbar. Offensichtlich verhält es sich so, dass wirtschaftliche Grundsätze an diesen Standorten nicht ausreichend funktionieren (können) und somit das Angebot künstlich gestützt werden muss. Langfristig stellt sich die Frage, ob diese Stossrichtung zweckmässig sein kann. Es bleibt auch offen, inwiefern die Professionalität und Attraktivität des Tischspieles unter den sehr langen Schliessungszeiten allenfalls Schaden nimmt.

Unter Bezug auf die Befristung der vorgeschlagenen Änderung kann der Kanton Bern der Massnahme grundsätzlich zustimmen. Wir hoffen, dass in der Beratung des neuen Geldspielgesetzes tragfähigere Lösungsmöglichkeiten ausgearbeitet werden können.

Der Regierungsrat dankt Ihnen für die Berücksichtigung seiner Anliegen.

Freundliche Grüsse

Im Namen des Regierungsrates

Die Präsidentin



Beatrice Simon

Der Staatsschreiber



Christoph Auer

Verteiler

- Volkswirtschaftsdirektion
- Polizei- und Militärdirektion

E-Mail an:
cornelia.perler@bj.admin.ch

Eidgenössisches Justiz- und Poli-
zeidepartement EJPD
3003 Bern

Glarus, 6. September 2016
Unsere Ref: 2016-97

Vernehmlassung i. S. Änderung von Artikel 69 der Spielbankenverordnung

Hochgeachtete Frau Bundesrätin
Sehr geehrte Damen und Herren

Sie gaben uns in eingangs genannter Angelegenheit die Möglichkeit zur Stellungnahme. Dafür danken wir und können Ihnen mitteilen, dass wir mit dem Entwurf der Vorlage zur Änderung von Artikel 69 der Spielbankenverordnung einverstanden sind.

Genehmigen Sie, hochgeachtete Frau Bundesrätin, sehr geehrte Damen und Herren, den Ausdruck unserer vorzüglichen Hochachtung.

Für den Regierungsrat


Rolf Widmer
Landammann


Hansjörg Dürst
Ratsschreiber

E-Mail an: cornelia.perler@bj.admin.ch

versandt am: **08. Sep. 2016**



Sitzung vom

13. September 2016

Mitgeteilt den

13. September 2016

Protokoll Nr.

789

Eidgenössisches Justiz- und Polizeidepartement
Bundeshaus West
3003 Bern

Per E-Mail (PDF und Word-Version) zustellen an: cornelia.perler@bj.admin.ch

Änderung von Art. 69 der Spielbankenverordnung

Sehr geehrte Frau Bundesrätin

Sehr geehrte Damen und Herren

Wir nehmen Bezug auf das Schreiben vom 1. Juni 2016 und bedanken uns für die Möglichkeit, zur geplanten Verordnungsänderung Stellung nehmen zu können.

Die Regierung des Kantons Graubünden unterstützt die geplante Verordnungsänderung vorbehaltlos. Nach Studium der Vorlage und des erläuternden Berichts des Bundesamts für Justiz können wir uns vollumfänglich den Schlussfolgerungen anschliessen. Wir sind in Übereinstimmung mit dem erläuternden Bericht der Ansicht, dass diese Massnahme in den wirtschaftlich saisonal geprägten Tourismusregionen unbedingt genutzt werden sollte.



Namens der Regierung

Der Präsident:

Dr. Chr. Rathgeb

Der Kanzleidirektor:

Dr. C. Riesen

Justiz- und Sicherheitsdepartement

Bahnhofstrasse 15
Postfach 3768
6002 Luzern
Telefon 041 228 59 17
Telefax 041 228 67 27
justiz@lu.ch
www.lu.ch

Bundesamt für Justiz
Bundesrain 20
3003 Bern

Luzern, 23. August 2016

Protokoll-Nr.: 834

Änderung von Artikel 69 der Spielbankenverordnung

Sehr geehrter Herr Direktor
Sehr geehrte Damen und Herren

Am 25. Mai 2016 hat das Eidgenössische Justiz- und Polizeidepartement die Kantonsregierungen im Rahmen eines Vernehmlassungsverfahrens eingeladen, zum Entwurf der Änderung von Artikel 69 der Spielbankenverordnung Stellung zu nehmen.

Im Namen und Auftrag des Regierungsrates danken wir Ihnen für die Gelegenheit zur Stellungnahme und teilen Ihnen mit, dass wir zu den geplanten Änderungen keine Bemerkungen anzubringen haben.

Wir bitten Sie um Kenntnisnahme.

Freundliche Grüsse



Paul Winiker
Regierungsrat

auch per E-Mail an: cornelia.perler@bj.admin.ch



KANTON
NIDWALDEN

LANDAMMANN UND
REGIERUNGSRAT

Dorfplatz 2, Postfach 1246, 6371 Stans
Telefon 041 618 79 02, www.nw.ch

CH-6371 Stans, Dorfplatz 2, Postfach 1246, STK

Eidgenössisches Justiz- und Polizei-
departement EJPD
cornelia.perler@bj.admin.ch

Telefon 041 618 79 02
staatskanzlei@nw.ch
Stans, 5. Juli 2016

Änderung von Art. 69 der Spielbankenverordnung (VSBG)

Sehr geehrte Frau Perler

Mit Schreiben vom 25. Mai 2016 haben Sie uns eingeladen, zu den Ausführungen im erläuternden Bericht zur Änderung von Art. 69 der Spielbankenverordnung (VSBG) Stellung zu nehmen. Wir bedanken uns für die Möglichkeit dazu und lassen uns wie folgt vernehmen:

Die Neuregelung betrifft die Spielbanken mit einer Konzession B, deren Standortregion wirtschaftlich von ausgeprägt saisonalem Tourismus abhängig ist. Es macht durchaus Sinn, angesichts der momentanen wirtschaftlichen Lage den Spielbanken von Davos und St. Moritz die Möglichkeit zu geben, bei Bedarf statt wie bisher während 60 Tagen neu während höchstens 270 Tagen pro Jahr schliessen zu können. Da es sich bei der vorgeschlagenen Regelung um eine Übergangslösung bis zum voraussichtlichen Inkrafttreten des neuen Geldspielgesetzes im Jahr 2019 handelt, stimmen wir der Änderung von Art. 69 der Spielbankenverordnung zu.

Wir danken Ihnen für die Berücksichtigung unserer Stellungnahme.

Freundliche Grüsse
NAMENS DES REGIERUNGSRATES

Ueli Amstad
Landammann



lic. iur. Hugo Murer
Landschreiber



CH-6061 Sarnen, Postfach 1562, Staatskanzlei

Eidgenössischen Justiz- und
Polizeidepartement
Bundesamt für Justiz

E-Mail: cornelia.perler@bj.admin.ch

Referenz/Aktenzeichen: OWSTK.2566
Unser Zeichen: ac

Sarnen, 7. September 2016

Änderung von Art. 69 der Verordnung über Glücksspiele und Spielbanken

Sehr geehrte Frau Bundesrätin
Sehr geehrte Damen und Herren

Mit Schreiben vom 25. Mai 2016 haben Sie uns eine Änderung von Art. 69 der Verordnung über Glücksspiele und Spielbanken (Spielbankenverordnung/VSBG; SR 935.521) unterbreitet und eine Vernehmlassungsfrist bis am 15. September 2016 gewährt. Für die Gelegenheit zur Stellungnahme danken wir Ihnen.

Wir sind mit der vorliegenden Vernehmlassungsvorlage nur teilweise einverstanden. Wir haben Verständnis für das Anliegen des Bundesrats, Spielbanken (mit Konzession B), deren Standortregion wirtschaftlich von ausgeprägt saisonalem Tourismus abhängig ist und die trotz wirtschaftlicher Unternehmensführung keine angemessene Rentabilität erzielen, weitergehende Ausnahmen gemäss Art. 69 Abs. 1^{bis} VSBG zu gewähren.

Die vorgeschlagenen 270 Tage, an denen betroffene Spielbanken die Tischspielbereiche schliessen könnten, erachten wir als zu hoch. Durch die vorgeschlagene Massnahme wird das aus Art. 8 SBG und das in der Botschaft zu dieser Bestimmung abgeleitete Verbot von Spielbanken, in denen ausschliesslich Spiele an Geldspielautomaten angeboten werden, stark relativiert. Zudem greift die Argumentation, es sei für die Standortregion wichtig, dass es in den Berggebieten weiterhin Spielbanken gäbe, da diese die touristische Attraktivität erhöhten und die Wirtschaft der betreffenden Regionen stärkten, zu kurz, wenn die Tischspielbereiche nur während drei Wintermonaten geöffnet sind. Gerade in Davos und St. Moritz sind die Logiernächtezahlen in den Sommer- und Herbstmonaten gemäss BFS bedeutend. In Anbetracht dieser Überlegungen und der ungewissen möglichen Verlustreduzierung sind wir klar der Meinung, dass die ESBK möglichen betroffenen Spielbanken während höchstens 180 Tagen Ausnahmen bewilligen darf.

Abschliessend sei noch festgehalten, dass um die Vergabe der Konzessionen „B“ stark gekämpft wurde. Es kann aus unserer Sicht nicht sein, dass nun – weil anscheinend die Businesspläne zu optimistisch gerechnet wurden – die „Spielregeln“ für die erwähnten zwei Casinos massiv geändert werden.

Wir danken für die Berücksichtigung unserer Anmerkungen.

Freundliche Grüsse

Im Namen des Regierungsrats



Franz Enderli
Landammann



Dr. Stefan Hossli
Landschreiber

Telefon 052 632 74 61
Fax 052 632 77 51
sekretariat.di@ktsh.ch

Departement des Innern

Bundesamt für Justiz BJ
Bundesrain 20
3003 Bern

per E-Mail an:
cornelia.perler@bj.admin.ch

Schaffhausen, 31. August 2016

Änderung von Art. 69 der Spielbankenverordnung; Anhörungsantwort

Sehr geehrte Frau Perler
Sehr geehrte Damen und Herren

Mit Schreiben vom 25. Mai 2016 haben Sie die Kantone zu einer Anhörung in obenerwähnter Angelegenheit eingeladen. Ihre Einladung wurde zuständigkeitshalber an das Departement des Innern weitergeleitet. Wir bedanken uns für die Möglichkeit zur Stellungnahme und lassen uns wie folgt vernehmen:

Angesicht der sowohl örtlichen – Spielbanken in Berggebieten – als auch zeitlichen – bis zum Inkrafttreten des neuen Geldspielgesetzes – Beschränkungen der vorgeschlagenen Neuregelung können wir der in Art. 69 der Verordnung über Glücksspiele und Spielbanken vorgesehene Ausweitung der Höchstdauer der Ausnahme für einen Tischspielbetrieb auf neu 270 Tage zustimmen.

Für die Kenntnisnahme und Berücksichtigung unserer Stellungnahme danken wir Ihnen.

Freundliche Grüsse
Die Departementsvorsteherin



Ursula Hafner-Wipf, Regierungsrätin

6431 Schwyz, Postfach 1260

Eidgenössisches
Justiz- und Polizeidepartment (EJPD)

per E-Mail an: cornelia.perler@bj.admin.ch

Schwyz, 17. August 2016

Änderung von Art. 69 der Spielbankenverordnung (SR 935.521, VSBG)
Vernehmlassung des Kantons Schwyz

Sehr geehrte Damen und Herren

Mit Schreiben vom 25. Mai 2016 hat das Eidgenössische Justiz- und Polizeidepartment (EJPD) den Kantonsregierungen im Vernehmlassungsverfahren die Unterlagen betreffend Änderung von Art. 69 der Spielbankenverordnung (SR 935.521, VSBG) zur Stellungnahme bis 15. September 2016 unterbreitet. Für die Möglichkeit zur Stellungnahme danken wir Ihnen.

Der Regierungsrat begrüsst die vorgeschlagene Änderung von Art. 69 VSBG. Damit wird der besonderen Situation der Bergcasinos in St. Moritz und Davos besser Rechnung getragen und ein wesentlicher Beitrag an ihren wirtschaftlichen Fortbestand geleistet.

Weiter ist es dem Regierungsrat ein wichtiges Anliegen, dass nebst den Bergcasinos auch die übrigen Schweizer Casinos dringend verbesserte Rahmenbedingungen erhalten, damit sie sich im globalen Wettbewerb erfolgreich behaupten können und die Negativ-Spirale der Marktentwicklung der vergangenen Jahre in der Schweiz korrigiert werden kann. Weitergehende Verbesserungen des regulativen Rahmens für die Gesamtbranche sind daher von zentraler Bedeutung.

In diesem Sinne ist das laufende Gesetzgebungsverfahren zum Bundesgesetz über Geldspiele (Geldspielgesetz, BGS) rasch voranzutreiben. Dabei sind die Anliegen der Casino-Branche unbedingt gebührend zu berücksichtigen und umzusetzen.

Wir hoffen, Ihnen mit den vorstehenden Ausführungen zu dienen und grüssen Sie freundlich.

Im Namen des Regierungsrates:



Othmar Reichmuth, Landammann

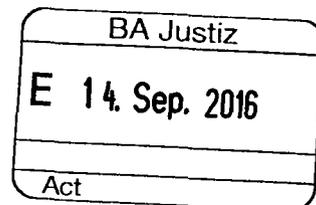
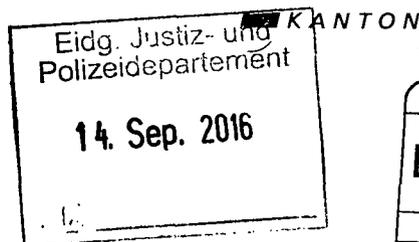


Dr. Mathias E. Brun, Staatsschreiber



Regierungsrat

Rathaus / Barfüssergasse 24
4509 Solothurn
www.so.ch



Eidgenössisches Justiz- und
Polizeidepartement EJPD
Bundeshaus West
3003 Bern

13. September 2016

**Vernehmlassung zur Änderung von Artikel 69 der Spielbankenverordnung;
Stellungnahme**

Sehr geehrte Frau Bundesrätin Sommaruga
Sehr geehrte Damen und Herren

Mit Schreiben vom 25. Mai 2016 haben Sie die Kantonsregierungen zur Vernehmlassung zur Änderung von Artikel 69 der Spielbankenverordnung (VSBG) eingeladen. Dazu nehmen wir wie folgt Stellung:

Mit der beabsichtigten Änderung sollen Spielbanken, deren Standortregion wirtschaftlich von ausgeprägt saisonalem Tourismus abhängig ist und die mit Rentabilitätsproblemen konfrontiert sind, erlaubt werden, die Tischspiele während höchstens 270 Tagen im Jahr zu schliessen. Damit soll zur Verbesserung der wirtschaftlichen Situation dieser Spielbanken beigetragen und deren Fortbestand gesichert werden.

Der Kanton Solothurn ist nicht Standort einer Spielbank und deshalb von der vorgeschlagenen Änderung nicht betroffen. Wir haben gegen die Änderung von Art. 69 VSBG nichts einzuwenden.

Für die Möglichkeit eine Stellungnahme abgeben zu dürfen, bedanken wir uns.

Mit freundlichen Grüssen

IM NAMEN DES REGIERUNGSRATES



Roland Fürst
Landammann



Andreas Eng
Staatsschreiber

Staatskanzlei, Regierungsgebäude, 8510 Frauenfeld

Eidgenössisches
Justiz- und Polizeidepartement
Frau Simonetta Sommaruga
Bundesrätin
3003 Bern

BA Justiz
E - 7. Juli 2016
Act

Frauenfeld, 5. Juli 2016

Änderung von Art. 69 der Spielbankenverordnung

Vernehmlassung

Sehr geehrte Frau Bundesrätin

Wir danken Ihnen für die Möglichkeit zur Abgabe einer Stellungnahme zur Änderung von Art. 69 der Spielbankenverordnung und teilen Ihnen mit, dass wir mit der vorgeschlagenen Anpassung einverstanden sind.

Mit freundlichen Grüssen

Die Präsidentin des Regierungsrates

M. Müller

Der Staatschreiber

Simonetta Sommaruga





Landammann und Regierungsrat des Kantons Uri

Eidgenössisches Justiz- und Polizeidepartement (EJPD)
Bundeshaus West
3003 Bern

Änderung von Artikel 69 der Spielbankenverordnung (VSBG); Vernehmlassung

Sehr geehrte Frau Bundesrätin
Sehr geehrte Damen und Herren

Mit Schreiben vom 25. Mai 2016 haben Sie die Kantonsregierungen und weitere Adressaten im Rahmen einer Vernehmlassung eingeladen, zur Änderung von Artikel 69 der Spielbankenverordnung (VSBG; SR 935.521) Stellung zu nehmen. Gerne äussern wir uns hierzu wie folgt:

Im Kanton Uri werden keine Spielbanken betrieben, sodass in Bezug auf die vorgesehene Änderung der Spielbankenverordnung von keiner oder höchstens von einer minimalen Betroffenheit ausgegangen werden kann. Der Fortbestand der Casinos in Davos und St. Moritz ist jedoch durch die heute geltende Rechtslage gefährdet, sodass der Bundesrat mit der vorgeschlagenen Änderung zur Verbesserung ihrer wirtschaftlichen Lage beitragen möchte.

Die geplante Revision zielt - im Sinne einer Übergangslösung - darauf ab, den erschwerten Bedingungen von Berggebieten und ihrem ausgeprägten saisonalen Tourismus Rechnung zu tragen. Der Regierungsrat des Kantons Uri ist mit der vorgeschlagenen Änderung von Artikel 69 der Spielbankenverordnung im Sinne einer Übergangslösung einverstanden und verzichtet auf eine detaillierte Äusserung.

Sehr geehrte Frau Bundesrätin, sehr geehrte Damen und Herren, wir danken Ihnen für die Möglichkeit der Stellungnahme. Wir versichern Sie unserer ausgezeichneten Wertschätzung und grüssen Sie freundlich.

Altdorf, 28. Juni 2016



Im Namen des Regierungsrats

Der Landammann

Der Kanzleidirektor-Stv.

Beat Jörg

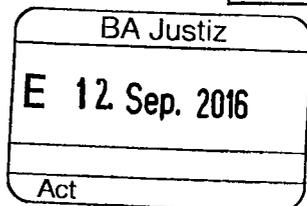
Adrian Zurfluh

12. Sep. 2016

No. _____



2016.03153



Département fédéral de justice et police
Mme Simonetta Sommaruga
Conseillère fédérale
Palais fédéral ouest
3003 Berne

Références DEET/SICT

Date

- 7 SEP. 2016

Révision de l'art. 69 de l'ordonnance sur les maisons de jeu
Ouverture de la procédure de consultation

Madame la Conseillère fédérale,

Dans le cadre de l'objet cité en marge, nous nous référons à votre envoi du 25 mai 2016 relatif à la révision de l'article 69 de l'Ordonnance sur les maisons de jeu (OLMJ). Nous vous remercions de l'opportunité qui nous est accordée de nous déterminer et vous communiquons ce qui suit.

Le canton du Valais est favorable à la révision envisagée, consistant à augmenter à 270 le nombre de jours maximum par année durant lesquels les maisons de jeu bénéficiant d'une concession B sont autorisées à fermer leurs jeux de table. En effet, en tant que canton comptant sur son territoire un casino de montagne, nous saluons le souci du Conseil fédéral de prendre en considération la situation particulière de ce type de casinos et l'importance de leur maintien eu égard à l'attrait touristique qu'ils représentent et à leur contribution au renforcement du tissu économique des régions concernées.

Nous vous remercions de nous avoir donné l'opportunité de nous prononcer et vous prions de croire, Madame la Conseillère fédérale, à l'assurance de notre haute considération.

Au nom du Conseil d'Etat

La présidente


Esther Waeber-Kalbermatten

Le chancelier


Philipp Spörri



Copie à cornelia.perler@bj.admin.ch



Sicherheitsdirektion, Postfach, 6301 Zug

Per E-Mail (sowohl im Word-
als auch im pdf - Format) an:
cornelia.perler@bj.admin.ch

T direkt 041 728 50 27
albert.rueetschi@zg.ch
Zug, 5. Juli 2016 / RULB
Gever Nr. SD SDS 7.11 / 139

**Änderung von Art. 69 der Spielbankenverordnung;
Vernehmlassung des Kantons Zug**

Sehr geehrte Frau Bundesrätin
Sehr geehrte Damen und Herren

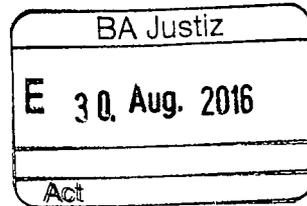
Mit Schreiben vom 25. Mai 2016 haben Sie die Kantone eingeladen, bis 15. September 2016 zur Änderung von Art. 69 Abs. 1^{bis} der Verordnung vom 24. September 2004 über Glücksspiele und Spielbanken (Spielbankenverordnung, VSBG; SR 935.521) Stellung zu nehmen. Wir nehmen diese Gelegenheit gerne wahr.

Wir teilen Ihnen mit, dass wir der beantragten Änderung der Spielbankenverordnung zustimmen.

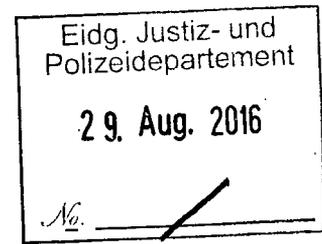
Wir danken Ihnen für die Möglichkeit der Stellungnahme.

Freundliche Grüsse
Sicherheitsdirektion

Beat Villiger
Regierungsrat



 **Kanton Zürich**
Regierungsrat



Eidgenössisches Justiz- und Polizeidepartement
Bundeshaus West
3003 Bern

24. August 2016 (RRB Nr. 771/2016)

**Änderung von Art. 69 der Spielbankenverordnung
(Vernehmlassung)**

Sehr geehrte Frau Bundesrätin

Mit Schreiben vom 25. Mai 2016 unterbreiteten Sie uns im Rahmen einer Vernehmlassung die Änderung von Art. 69 der Spielbankenverordnung zur Stellungnahme. Wir danken für diese Gelegenheit und äussern uns wie folgt:

Da es sich bei der Neuregelung um eine Übergangslösung zur Unterstützung der Spielbanken in Davos und St. Moritz bis zum Inkrafttreten des neuen Geldspielgesetzes und seiner Ausführungsbestimmungen, in denen die künftigen Rahmenbedingungen für die Spielbanken festgeschrieben werden, handelt, erheben wir gegen die vorliegende Verordnungsänderung keine Einwände.

Genehmigen Sie, sehr geehrte Frau Bundesrätin,
die Versicherung unserer ausgezeichneten Hochachtung.

Im Namen des Regierungsrates
Der Präsident:

Der Staatsschreiber:

